



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:

PLH - Convention de délégation des aides à la pierre - Avenant de programmation 2014

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 10/6/2014

L'article 61 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que les EPCI et les départements qui le souhaitent peuvent conclure une convention avec l'État par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux ainsi que les aides en faveur de la rénovation de l'habitat privé.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a signé avec l'État une convention de délégation le 3 octobre 2011 pour une durée de 6 ans (2011-2016).

Elle assure la programmation, l'instruction et la gestion des aides déléguées pour le parc public mais également la programmation des aides déléguées pour le parc privé dans le cadre de l'Anah.

La présente délibération a pour objet la programmation pour l'année 2014 en termes d'objectifs de production et d'enveloppe déléguée.

Elle se décline comme suit :

- Pour le parc public:

	PLUS (PALULOS communales)	PLAI	Total PLUS PLAI	Enveloppe déléguée
Nombre de logements	208	89	297	1 131 850 € de l'Etat 293 750 € d'Action Logement

- Pour le parc privé :

Propriétaires Bailleurs			Propriétaires Occupants				Total	Enveloppe déléguée
Log. Habitat Indigne	Log. Très Dégradés	Log. Dégradés	Log. Habitat Indigne	Log. Très Dégradés	Énergie	Autonomie		
4	6	6	4	2	26	5	53	532 800 € de l'Anah 84 424 € de l'Etat (FART)

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à intervenir, tel que présenté en annexe précisant notamment le montant des droits à engagements délégués par l'État à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'année 2014,
- autoriser Monsieur le Président à le signer ainsi que tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 60 voix pour et 2 abstentions (RUDNIK Thierry et VECCHIO Valéria) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN


Président
Député du Var



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU VAR

1er avril 2014 : 6.16.12d4
Le Préfet du Var
Monsieur Laurent CAYREL
Préfet du Département du Var
Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN
Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
DRACÉNOISE

Avenant n° 4 pour l'année 2014, à la convention ETAT – EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre

La Communauté d'Agglomération Dracénoise représentée par Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président
et

l'Etat, représenté par Monsieur Laurent CAYREL, Préfet du Département du Var

Vu la convention ETAT-EPCI de délégation de compétence en date du 3 octobre 2011 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 mai 2014 approuvant l'avenant à la convention

Vu l'avis du comité régional de l'habitat du 19 février 2014 sur la répartition des crédits ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26/2013 du 19 mars 2013 portant extension aux communes de Salernes, Saint Antonin, et Sillans la cascade, modifiant le territoire de compétence de la communauté d'agglomération dracénoise,

Vu l'avenant modificatif à la convention du 19 février 2014

Il a été convenu ce qui suit :

A. Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2014

A.1 - Le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux

Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs sont les suivants :

- la réalisation par construction neuve ou acquisition-amélioration de :

PLUS (yc PLUS-CD et PALULOS communales)	PLAI (yc produit spécifique hébergement et RHVS)	<i>dont PLAI hébergement, produit spécifique hébergement et RHVS</i>	<i>dont PLAI FTM (*)</i>	Total PLUS PLAI
208	89		0	297

(*) Ci-dessous les FTM dont la restructuration en PLAI est prévue en 2014 :

Nom du foyer	Commune	Maître d'ouvrage	Gestionnaire	Subvention PLAI	Nombre de logements	Date prévisionnelle de dépôt du dossier à la CILPI	Date prévisionnelle de dépôt du dossier à la DDT(M)

	PLS logements ordinaires	PLS en structures collectives pour PAPH	Total PLS
Nombre de logements			103

PAPH : personnes âgées personnes handicapées

- la réalisation de 0 logement en location-accession PSLA,

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine de l'ANRU.

A.2 - La requalification du parc privé ancien et la requalification des copropriétés

Concernant la réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés, les objectifs sont les suivants :

Il est prévu la réhabilitation au maximum de **63** logements privés, sous réserve des crédits disponibles, avec un objectif a minima validé en CRH de **53** logements privés. Dans le cadre de cet objectif CRH, sont projetés sans double compte :

- le traitement de **8** logements indignes, prenant notamment en compte l'insalubrité, le péril, et les risques liés au plomb dont **4** logements de propriétaires bailleurs et **4** logements occupés par leur propriétaire,
- le traitement de **8** logements très dégradés dont **6** logements de propriétaires bailleurs et **2** logements occupés par leur propriétaire,
- le traitement de **6** logements dégradés de propriétaires bailleurs,
- le traitement de **26** logements au titre de la lutte contre la précarité énergétique dont **0** logements de propriétaires bailleurs et **26** logements occupés par leur propriétaire,
- le traitement de **5** logements occupés par leur propriétaire au titre de l'aide pour l'autono-

- mie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé),
 - le traitement de 0 logement situé dans des copropriétés en difficulté (hors lutte contre l'habitat indigne et très dégradé).

B. Modalités financières pour 2014

B.1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat

Pour 2014, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est fixée au maximum à : **1 749 074 €**

B.2 : Répartition des droits à engagement entre logement locatif social et l'habitat privé.

B.2-1 Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux :

L'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement affectée par l'État en 2014 s'élève à un montant maximum de **1 131 850 €** comprenant :

- une enveloppe principale de **838 100 €**
- une enveloppe surcoût foncier de **293 750 €**

Le reliquat des droits à engagement non utilisés en 2013, d'un montant de **114 105 €** est reporté sur 2014 et s'intègre à l'enveloppe totale.

A cette enveloppe surcoût foncier de l'Etat s'ajoute une participation équivalente d'Action Logement au titre de la lettre d'engagement mutuel du 12 novembre 2012, soit **293 750 €**.

L'enveloppe des droits à engagement de l'Etat sera déléguée comme suit :

- 25% maximum des droits à engagements initiaux de l'année N-1 seront délégués à titre d'avance au plus tard le 15 avril 2014
- 60% des droits à engagement seront délégués au vu du bilan et des perspectives de fin juin 2014 accompagnées d'une liste d'opérations prévisionnelles et sous réserve de la signature du présent avenant
- le solde de l'enveloppe sera délégué au vu du bilan et des perspectives qui seront soumises au CRH début septembre 2014, accompagnées d'une liste d'opérations précises à financer et sous réserve de la disponibilité des crédits.

Pour 2014, l'État met également à disposition de l'EPCI, un contingent de **103 logements PLS**.

B.2-2 Concernant la réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés :

Les moyens affectés en 2014 s'élèvent à :

- **532 800 €** au titre de l'Anah
- **84 424 €** de crédits Fart (Fonds d'aides à la rénovation thermique).

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L ;321-1-1 du code de la construction et l'habitation définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

B.3: Interventions propres de l'EPCI

Pour 2014, le montant des crédits qu'il affectera sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élèvera, sous réserve du vote de son budget prévisionnel à, 1 000 000 € dont :

- **783 155 €** pour le logement locatif social,
- **216 845 €** pour l'habitat privé.

A Draguignan, le

Le Préfet du Var

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Dracénoise

Député du Var

Laurent CAYREL

Olivier AUDIBERT TROIN